



Le consensus a ses limites : les intérêts supérieurs de la Nation. Dans le contexte actuel, les intérêts supérieurs sont la sécurité des citoyens, la protection des biens et, surtout, la préservation de la paix civile. Au vu des événements de samedi (Ndlr : 21 janvier 2012), il semble que ce n'est absolument pas la tasse de thé de Marc Ravalomanana. Tout ce qui l'intéresse, c'est sa personne et ses intérêts personnels, surtout politiques. Les événements d'Ivato vont dans le sens de ces intérêts-là. De ce point de vue, l'ex-chef de l'Etat a atteint ses objectifs. Faire peur et se poser en Zorro de pacotille. C'est le fait essentiel à retenir, plus que les Notam, les présumées "violations" de la feuille de route ou la "suspension" de la participation de sa mouvance dans les institutions. Quand un homme politique controversé rameute toute une foule incontrôlable et déplace vers un aéroport à coups d'"ariary" dévalorisés, des milliers de personnes depuis les régions, les autorités responsables ferment l'aéroport.

C'est à une simple mesure de prudence qu'appellent des structures comme l'Aviation civile de Madagascar (ACM) ou l'ASECNA. Arrêter toute personnalité devant une foule acquise à sa cause et chauffée à blanc par la manipulation psycho-politique relève de l'irresponsabilité coupable. C'est ce scénario qu'ont voulu éviter les autorités civiles, militaires et administratives de la Transition, mais elles s'y sont prises trop tard quand elles auraient dû prouver qu'il y a un Etat à Madagascar. Trop de prudence se confond avec faiblesse. Elle favorise alors l'émergence en force des voyous et gros bras politiques. C'est ce qui s'est passé à Ivato. La Transition n'a jamais caché son intention d'arrêter Marc Ravalomanana à son débarquement. Samedi a été l'occasion rêvée. Elle a préféré donner l'impression d'avoir peur et de reculer. Il ne s'agissait pas de déplacer le problème, il s'agissait d'y mettre définitivement fin.

Le seul bénéfice que la Transition a retiré des événements d'Ivato serait de comprendre qu'il n'y aura jamais de "moment opportun" pour le retour de Marc Ravalomanana au pays. Marc Ravalomanana n'a qu'à s'en prendre à lui-même.

Dans ses réactions téléphoniques à chaud, l'ex-président démontre clairement qu'il aime l'omelette et qu'il n'a que faire des œufs cassés. Marc Ravalomanana n'a eu aucune pensée pour les propriétaires des vitrines brisées, des voitures incendiées, des infrastructures vandalisées ou le manque à gagner des petits et grands commerces. Il n'a eu aucun mot, sur les passagers qui ont dû porter leurs bagages sur la tête pour gagner l'aéroport, faute d'accès

pour leurs taxis ou leurs voitures. Il n'a fait preuve de la moindre préoccupation sur l'image marque de la destination Madagascar alors que la communauté internationale avance clairement sur la voie de la reconnaissance et que le tourisme reprend des couleurs.

Et surtout, même en rejetant la faute sur les autorités, Marc Ravalomanana n'a pas pensé à s'excuser auprès des citoyens "normaux", de la psychose et des désagréments causés par son vrai-faux retour. Tous ces faits ne militent pas en faveur de l'apaisement et de la sérénité prônés par la feuille de route et signés par les formations politiques, y compris par la mouvance Ravalomanana. Les autorités de la Transition ne sont pas assez folles pour stopper la vague de sympathie et de compréhension dont elles commencent à bénéficier au sein de la communauté internationale. Le retard pris pour guider AIRLINKS sur une voie de dégagement n'a d'autre raison que l'extrême difficulté à respecter la feuille de route tout en évitant autant que possible la casse.

Un retour dans le calme et l'apaisement suppose un camp adverse acquis aux mêmes principes et qui veut aussi honorer sa signature. Ce n'était visiblement pas le cas. A onze heures, des premières explosions de grenades lacrymogènes ont été des signes d'un danger imminent. Les leaders de l'opposition et ceux de la mouvance Ravalomanana en particulier n'ont pas voulu ni fait le moindre effort pour maîtriser la foule. Quand après 72, 91 ou 2002, on continue à drainer des foules pour le simple intérêt de disposer d'un bouclier humain ou d'une armée de mercenaires, on ne devrait pas se plaindre d'avoir affaire à des milliers d'éléments incontrôlables. Manandafy était là, qui, depuis 72, comprenait à merveille l'intérêt des "irréguliers" pour mettre la casse recherchée sur le dos des autorités en place.

La stratégie a été peaufinée pour parvenir au succès du mouvement de foule de 2002. Le camp Ravalomanana avait déplacé des milliers de personnes depuis les provinces et les régions excentriques. C'est à une sorte de remake qui a été évité de justesse à Ivato. Au lieu de se poser la question sur les peurs, les lenteurs ou les fautes de la Transition, on devrait plutôt se demander les raisons de la précipitation de l'ancien Président pour annoncer sa venue et débarquer à Ivato malgré les risques qu'il encourt et à travers lui, les dangers qui menacent le pays. Le gouvernement avait annoncé l'imminence d'une réunion du comité *ad hoc* qui va se pencher sur le cas particulièrement délicat de Marc Ravalomanana. Les événements d'Ivato démontrent que le gouvernement a eu raison de ne pas se précipiter, alors que l'ex-chef de l'Etat brûle d'impatience. Il y est représenté ne serait-ce que par le vice-Premier ministre Botozaza Pierrot, chargé de l'Economie et de l'Industrie.

Si cette hâte s'inscrit dans la stratégie d'Albert Zafy qui déclare qu'il n'arrêtera pas d'organiser des manifs, alors l'ancien Président prouve ainsi qu'il n'a jamais eu l'intention de suivre la Feuille de route. En matière politique, la stratégie de Marc Ravalomanana n'est jamais allée au-delà de l'épreuve de force. Les voyous règnent sur les ruines d'un Etat faible. Andry Rajoelina devrait en prendre de la graine.

**RALAHADY J. M – 23 janvier 2012**